

L'abolitionnisme suédois comme violence faite aux femmes

**Présenté durant la Sex Worker Open University
le festival pour les droits des travailleurSEs du sexe**

Glasgow, 6 avril 2013

Jay Lévy

Traduction : Thierry Schaffauser pour le Strass.

En mémoire de Petite Jasmine

1986 – 2013

<http://jasmineanddora.wordpress.com>



Table des matières

Contexte et résumé de ce document.	3
Introduction.	4
La construction de la prostitution.	5
Impacts sur la prestation de services.	6
La réduction des risques.	6
Préservatifs.	6
Un guide de vente du sexe sans risques.	7
Expériences des travailleurSEs du sexe des prestataires de services.	8
Danger.	9
Interférence autoritaire.	10
Découragement à signaler les abus.	11
Aucune baisse du travail sexuel.	12
Conclusions - Une loi exportable ?	13

Contexte et résumé de ce document

Ce document donne un bref aperçu de certains éléments de ma thèse de doctorat, qui a exploré les résultats de la criminalisation en Suède, de l'achat de services sexuels, ainsi que de la criminalisation de l'usage de drogues; ici, je me concentre uniquement sur la première loi. Ce document a été présenté au Festival SWOU pour les droits des travailleurSES du sexe à Glasgow en 2013, et une version antérieure de ce document a été présentée au Kansalaisinfo, Petit Parlement, Parlement de Finlande, à Helsinki, en 2012. Le présent document est destiné à être accompagné d'un enregistrement de la conférence donnée (disponible à partir du site de SWOU: www.swou.org) où, en vue de maintenir de la concision, j'ai limité le verbatim des citations ici, et ait omis certains contenus. L'exposé a été présenté en guise de réponse aux tentatives actuelles visant à adopter une criminalisation de l'achat de services sexuels en Ecosse, l'Ecosse étant un des plus récents parmi de nombreux pays à le faire. Voici le résumé des résultats de ma recherche de thèse, modifié pour examiner les questions relatives uniquement à la loi d'achat de services sexuels (s'il vous plaît notez que tous les éléments du résumé ci-dessous n'ont pas été présentés dans ce document):

Avec l'achat de services sexuels criminalisé en 1999, la Suède aspire à créer une société sans prostitution. S'appuyant sur le travail de terrain de l'auteur réalisé en Suède sur trois ans, cette recherche a exploré les effets de cette loi (le *sexköpslagen*) et de ses discours justificateurs sur les dynamiques du travail du sexe en Suède et sur les réalités vécues par les travailleurSES du sexe en Suède aujourd'hui. La prostitution en Suède a été (re) définie selon un discours « féministe radical » comme une forme de violence sexiste contre les femmes, quelque chose qui ne peut être librement choisi par ceux qui vendent du sexe. Ces constructions ont abouti à l'exclusion des travailleuses du

sexe du débat politique, exclues en utilisant divers modes de mise sous silence, ce qui a contribué au maintien d'un consensus politique remarquable sur des questions le plus souvent conflictuelles. Ce qui est ainsi devenu des compréhensions dominantes de la prostitution en Suède sont venues impacter la prestation de services et les attitudes des prestataires de services et de soins de santé. Les initiatives de réduction des risques sont vues comme une forme d'approbation, d'encouragement et de facilitation du travail du sexe, et sont donc considérées comme ayant endommagées les efforts visant à abolir la prostitution. En outre, les conséquences négatives de la *sexköpslagen* sur la prestation de services sont considérables, entraînant des difficultés croissantes et des dangers. Par ailleurs, si le *sexköpslagen* a été dépeint comme une législation qui protège les travailleurSES du sexe de répercussion juridique, les travailleurSES du sexe déclarent perdre la garde de leurs enfants en raison de leur travail sexuel, un harcèlement domestique par la police et les services sociaux, et des difficultés avec les autorités fiscales et de l'immigration. Tous ces éléments réduisent la probabilité que des travailleurSES du sexe demandent une aide de l'État. En plus de tous ces méfaits, la législation et le discours servant à redéfinir les normes suédoises ont détourné l'attention de l'échec de la *sexköpslagen* à réaliser son ambition : il n'y a pas de preuve convaincante que les niveaux globaux de la prostitution ont diminué depuis 1999. Au lieu de cela, une partie du travail sexuel a simplement été déplacée des espaces publics ciblés par la police et les progrès des technologies de télécommunications. Pourtant, le «Modèle Suédois» est préconisé comme un succès pour être exporté vers d'autres pays. Ces efforts doivent être considérés avec scepticisme, étant donné l'échec de la *sexköpslagen* à accomplir son objectif déclaré de réduire le travail du sexe, et compte tenu de ses résultats négatifs substantiels.

Le Dr Jay Levy vit actuellement au Royaume-Uni, et travaille pour une ONG. Il a obtenu son doctorat à l'Université de Cambridge en 2012. Sa thèse de doctorat a porté sur les résultats de la législation suédoise pénalisant l'achat de services sexuels, et les lois additionnelles qui criminalisent la consommation de drogues et permettant un traitement obligatoire des personnes atteintes de toxicomanie et de dépendance à l'alcool.

Introduction

Avec l'achat de services sexuels criminalisé en 1999, la Suède aspire à créer une société sans prostitution en s'attaquant à la demande. La loi suédoise est frappante tout d'abord dans son incapacité à manifester une diminution de la prostitution depuis 1999, et d'autre part dans son résultat à faire augmenter les méfaits et les dangers liés à certaines formes de travail sexuel. Dans ce contexte des échecs abolitionnistes et des résultats négatifs du modèle suédois, l'effort constant et permanent de la Suède à exporter sa loi à d'autres états, avec en parallèle des pays comme l'Écosse préconisant l'introduction de cette loi, n'est rien de moins que remarquable.

Aujourd'hui, je vais vous présenter les résultats des travaux sur le terrain que j'ai mené en Suède depuis 2008 aux fins de mon doctorat à l'Université de Cambridge, qui a été achevé en 2012. Dans l'ensemble, j'ai mené près de trois années de recherche dans le domaine. Une recherche de première main, d'abord, impliquée dans une méthodologie mixte d'interviews formelles et informelles, et dans l'observation participante. Les personnes interrogées étaient environ 90, et incluent des travailleurSEs du sexe, des consommateurs de drogues (quand la recherche était plus axée sur les impacts supplémentaires du prohibitionnisme suédois en matière de drogues sur la vie des usagers de drogues, mais qui n'est pas discutée ici), des politiciens, des travailleurSEs des ONG, des porte-parole de groupes activistes, de plaidoyer, et de défense des droits, la police, des fournisseurs de soins de santé et des travailleurs sociaux. Les entretiens retranscrits représentent un total de plus de 400.000 mots.

Je vais me concentrer sur la façon dont la prostitution est venue à être socialement construite en Suède. Je passerai ensuite à une discussion sur la façon dont ces compréhensions en sont venues à impacter la prestation de services, et comment les travailleurSEs du sexe ressentent ces prestations de services. Ceci sera suivi d'une analyse des effets de la loi contre l'achat de services sexuels sur les dynamiques de la prostitution. Je vais ensuite évaluer brièvement d'autres législations et politiques utilisées pour directement déstabiliser la prostitution. Enfin, j'aborderai la question de savoir si la criminalisation de l'achat de services sexuels a entraîné, comme prévue, une diminution de la prostitution.

¹ Bien que le terme «travail du sexe» soit préconisé comme mettant l'accent sur la légitimité du travail et comme étant moins réducteur que «prostitution», ce dernier terme est utilisé ici comme une indication de l'absence du «travail du sexe» dans le débat et discours suédois, qui a été entièrement façonné par l'analyse féministe radicale. Je ne vais pas, cependant, utiliser le terme «prostituée», en raison de son sens désobligeant et péjoratif.

² Abolitionniste / abolitionnisme dans ce contexte doit être interprété comme signifiant une aspiration à abolir la prostitution.

La construction de la prostitution

La loi de 1999 contre l'achat de sexe ou *sexköpslagen*, est justifiée par un contexte de discours «féministe radical» qui construit la prostitution comme une forme de violence patriarcale contre les femmes, notamment soutenu par Catharine MacKinnon, Andrea Dworkin, Janice Raymond, Melissa Farley, et Sheila Jeffreys. Selon cette compréhension, les travailleuses du sexe sont considérées comme passives, impuissantes victimes de violence, et leurs clients comme des exploiters masculins. Le mouvement féministe radical de Suède a lui-même été significativement responsable dans l'établissement du soutien à une criminalisation de l'achat de services sexuels, et pour l'établissement d'un consensus politique sur le sujet souvent controversé de la prostitution. Les liens entre le mouvement suédois des refuges pour femmes, les femmes du parti social-démocrate suédois et des auteures féministes radicales internationales (y compris certaines mentionnées ci-dessus) et des organisations féministes radicales, ont conduit à un cycle d'influence politique qui a été discuté par de nombreux répondants clés qui ont été impliqués dans le débat juridique; le discours féministe radical général a complètement informé le discours politique mainstream suédois.

Un consensus a été achevé plus encore par l'exclusion de ceux et celles ayant des perspectives divergentes. Les expériences des travailleuses du sexe sont généralisées comme ayant toutes des antécédents de violence et de traumatismes. Ces antécédents – ainsi que leur incapacité assumée de voir au travers de l'apparente oppression et soumission patriarcale – faussent l'objectivité des travailleuses du sexe, ce qui entraîne leur «fausse conscience» concernant leur apparente exploitation dans la prostitution. Les récits de travailleuses du sexe qui s'écartent de la compréhension suédoise du courant dominant sur la prostitution sont donc présentés comme n'étant pas fiables. En outre, les travailleurSEs du sexe sont présentés simplement comme «mettant en avant un visage courageux» ou comme « mentant et jouant un rôle» lorsque soutenant le travail du sexe comme non problématique, ce qui permet ainsi de saper davantage certains témoignages. Cet argument a été utilisé pour discréditer des interviews que je pouvais conduire avec les travailleuses du sexe, par les répondants de l'Unité de prostitution de Stockholm, qui ont eux-mêmes affirmé le fond discursif de la loi sur l'achat de sexe pendant l'entrevue.

"Si quelqu'un m'interviewe, si je suis un travailleur du sexe... la plupart d'entre nous mettrions un visage courageux, et pour être franc, qui veut acheter une pute triste? Je veux dire la prostitution c'est jouer un rôle, je fais de moi ce que tu veux que je sois. Je suis excité, je suis heureux ... Elles n'auraient jamais aucun acheteur si elles pleuraient dans les rues non? C'est tout un rôle. Et c'est là la difficulté à interviewer des gens qui sont actifs dans la prostitution et tout ça" Interview 2009, un travailleur social, unité de prostitution de Stockholm

Quelques voix discordantes de travailleuses du sexe se sont avérées plus difficile à garder sous silence. Au lieu d'utiliser des modèles de fausse conscience, ou en soutenant que le travailleur du sexe joue un rôle ou met en avant un visage courageux, leurs récits sont dévalorisés en les représentant comme mal informés ou non représentatifs.

"Vous devez trouver les bonnes personnes ... si vous mettez une annonce dans le journal en disant «si vous êtes une prostituée, ou dans l'industrie du sexe, s'il vous plaît répondez à cette question », ce sont les mauvaises personnes qui répondent" Interview 2009, coordinateur national contre la traite et la prostitution

Lorsqu'il suffit simplement de trouver «les bonnes personnes» à consulter, on peut se poser la question de qui décide : qui sont ces bonnes personnes?

La dernière exclusion que je veux mentionner, mais dont je n'aurais pas le temps de discuter longuement aujourd'hui, est l'exclusion des travailleurs du sexe masculins et trans* du débat politique. Cela a continué après le *sexköpslagen*, puisque la loi est une facette de la législation *Kvinnofrid* «la paix des femmes» et que la prostitution est construite comme une forme de violence contre les femmes. Ainsi, l'apport de certains travailleurSEs du sexe n'a pas été priorisé, les travailleurSEs du sexe sont sous silence à l'aide de modèles de :

- 1 «fausse conscience»
- 2 « jeu de rôle ou de mensonge » et
- 3 étant «non représentatif»

L'inclusion dans le débat de certains groupes à côté de l'exclusion active et de la mise sous silence d'autres est ce qui semble avoir abouti au maintien d'un consensus politique frappant sur des questions généralement conflictuelles.

Impacts sur la prestation de services

La réduction des risques

Ce qui est donc devenue une compréhension générale et commune de la prostitution comme une forme de violence qui doit être abolie est venue influencer sur la prestation de services et les attitudes des fournisseurs de services et de soins de santé. La réduction des risques - les efforts pour réduire les méfaits qui peuvent être expérimentés pendant le travail du sexe - est considérée comme incompatible avec l'abolitionnisme de la Suède, avec ses efforts visant à éliminer la prostitution.

Au niveau national, trois Unités de prostitution sont mandatées pour diminuer les niveaux de la prostitution. L'alignement de l'Unité de prostitution de Stockholm avec les discours justifiant la sexköpslagen a informé leur politique et leur prestation de service. La réduction des risques est perçue comme une légitimation et une approbation du travail sexuel, ce qui compromet l'ambition abolitionniste de l'Unité et de la loi. Les initiatives de réduction des risques sont perçues en Suède comme le fait d'encourager et de faciliter les gens à continuer leur travail du sexe quand ils auraient autrement pu arrêter.

Les préservatifs

L'Office national suédois de la Santé et du Bien-être spécifie que les travailleurSEs du sexe et leurs clients sont des groupes cibles pour les initiatives de prévention du VIH / SIDA. En dépit de cela, la fourniture de préservatifs pour les travailleurSEs du sexe n'est pas considérée comme de la responsabilité de l'Unité de Stockholm ou celle de l'État. Les travailleurs sociaux de l'Unité s'opposent à la distribution de préservatifs et le Coordinateur national contre la traite et la Prostitution - précédemment avec l'Unité de Stockholm - sont d'accord, notant dans une interview (2009):

"S'ils font autant d'argent peut-être qu'ils peuvent s'acheter leurs propres préservatifs."

L'Unité de Stockholm ne fournit pas de préservatifs lors de leur sortie de sensibilisation. Bien que les préservatifs soient fournis dans les bureaux de l'Unité de Stockholm, ceux-ci sont fermés la nuit, quand les niveaux de travail sexuel de rue sont les plus élevés, et sont mal situés, au moins une demi-heure à pied des zones de prostitution de rue. Là où l'Unité de Stockholm ne parvient pas à fournir des préservatifs dans la rue, les travailleuses du sexe interrogées ont déclaré se fournir les unes les autres avec des préservatifs, et des rapports supplémentaires signalent du vol à l'étalage de préservatifs dans la zone autour du travail sexuel de rue de Stockholm.

Bien que les acheteurs de services sexuels soient également spécifiés en termes d'initiative de prévention du VIH, avec la criminalisation de l'achat de services sexuels et sa construction comme un acte de violence, le fait de fournir des préservatifs aux acheteurs est comparé à la fourniture d'outils pour commettre une infraction avec violence. Aucune des Unités de prostitution ne fournissent de préservatifs aux gens qui achètent des rapports sexuels, et la tentative de l'Unité de Malmö de donner des préservatifs aux acheteurs de sexe a rencontré un tollé national parmi les politiciens et les médias suédois, en dépit du fait que l'Unité n'avait fourni que huit préservatifs à des acheteurs de sexe.

Un guide de vente du sexe sans risques

L'Unité de Malmö a ainsi tenté de s'écarter du modèle suédois plus mainstream sur la prestation de services et, en effet, de son idéologie. En plus de la fourniture de préservatifs pour les travailleurSES du sexe au cours de leurs sorties de sensibilisation, ils distribuent un pack emballé pour la réduction des méfaits et un guide sur la vente de sexe sans risques. Encore une fois, ces packs de réduction des méfaits ont été ressentis par l'Unité de Stockholm et d'autres répondants clés comme un encouragement à la prostitution. Depuis que l'achat de services sexuels est criminalisé, le fait de fournir des informations sur la façon dont le sexe peut être acheté ou vendu de façon plus sécuritaire est perçu comme étant «très étrange», avec pour préoccupation que les guides de sécurité peuvent encourager des personnes à commencer de vendre du sexe:

« Peut-être quelques jeunes filles qui ne sont pas dans la prostitution pour le moment, elles trouvent ça sur l'internet, et se disent «Ah, peut-être que ça pourrait être vraiment sûr, parce que j'ai ce manuel, et j'ai ces choses, donc rien ne peut m'arriver »
Interview 2009, coordinateur national contre la traite et la prostitution

« Puisque c'est illégal, vous ne pouvez pas, il devient très étrange si vous informez de quelque chose qui n'est pas légal en Suède, ce serait la même chose que (si) vous informez de l'achat et la vente de drogue »
Interview 2010, Inger Segelström, auteur de la loi SexköPSLAGen; politicienne - sociaux-démocrates

En outre, comme la prostitution est considérée comme inévitablement préjudiciable, fournir des informations sur la façon d'éviter le danger est fatalement perçu comme futile: abolir la prostitution est perçu comme le seul moyen de réduire les méfaits associés. Les travailleuses du sexe répondantes ont donc dû apprendre à éviter les risques directement les unes des autres, ou aux dépens de leur expérience personnelle.

Les travailleurSES du sexe qui se rendent à «l'unité prostitution» de Stockholm présentent toutes des difficultés. DONC,

TOUT TRAVAIL DU SEXE EST CONSIDÉRÉ COMME PROBLÉMATIQUE

Les travailleurSES du sexe qui n'ont pas besoin / ne désirent pas être assignées au statut de victime ou qui ne présentent pas le travail sexuel comme un problème afin d'être admissibles "aux énergies" des services, ne vont pas se rendre à «l'unité prostitution»

Aucun service n'est disponible pour les travailleurSES du sexe qui ne présentent pas le travail du sexe comme un problème

Les expériences des travailleurSEs du sexe des fournisseurs de services

Là où les discours élaborant la loi d'achat de sexe ont déterminé une opposition à la réduction des risques, les constructions sociales des travailleurSEs du sexe ont également eu un effet sur les expériences des travailleurSEs du sexe quant aux fournisseurs de services. L'Unité de prostitution de Stockholm semble être une organisation de haut niveau, traitant uniquement la situation des personnes pour qui le travail du sexe est problématique, ou qui veulent cesser le travail du sexe. Ceux qui n'ont pas connu de difficultés ou ne veulent pas cesser de vendre du sexe ne sont pas vu comme des sujets de préoccupation, ne méritant pas l'«énergie» d'une attention ciblée, et parrainée par l'État:

“Nous ne sommes pas ici pour les gens qui se sentent bien. Nous sommes là pour les gens qui ... font l'expérience de problèmes avec (la prostitution)”

Interview 2009, un travailleur social, Unité prostitution de Stockholm

“Dans la mesure où ils se sentent bien, et aiment être dans cette situation, au temps pour moi, je veux dire, le jour où ils ne l'aimeront plus, ils peuvent venir à moi. Donc, je ne passe pas mon énergie sur ce groupe de personnes”

Interview 2009, coordinateur national contre la traite et la prostitution

Les travailleurSEs du sexe peuvent donc ressentir qu'elles doivent construire un statut de «victime» pour accéder à l'«énergie» et aux ressources des prestataires de services. Cela contribue à expliquer pourquoi l'Unité de prostitution de Stockholm affirme que les travailleurSEs du sexe de façon presque universelle font l'expérience de problèmes avec le travail du sexe: ceux qui n'ont pas de difficultés ou qui ne souhaitent pas cesser de vendre du sexe ne sont tout simplement pas bienvenus.

Les travailleurSEs du sexe qui visitent l'Unité de prostitution de Stockholm présentent des difficultés. Donc, tout travail du sexe est considéré problématique.

Les travailleuses du sexe qui n'éprouvent pas des difficultés mais qui ont besoin / désir de services présentent donc un «statut de victime», ou présentent le travail du sexe comme un problème, pour être admissibles à l'«énergie» des prestataires de services', ou ne vont pas à l'Unité en premier lieu. Aucun service n'est disponible pour les travailleurSEs du sexe qui ne font pas l'expérience / ne présentent pas de problèmes.

Puisqu'on s'attend à ce que les travailleurSEs du sexe désirent cesser leur travail afin qu'ils reçoivent des services, une répondante s'est vu répondre par l'Unité qu'elle n'aurait pas d'aide pour obtenir un certificat maladie à moins qu'elle ne cesse de vendre du sexe pendant trois mois. Certains ont rencontré un jugement et des réponses dévalorisantes, devant adopter un statut de victime pour être admissible à une assistance. Une répondante a eu ce genre de difficultés avec l'Unité de Stockholm, qui tentait de provoquer des sentiments d'auto-victimisation et d'humiliation:

“J'avais droit à tellement de questions. N'est-ce pas mal? Que va-t-il m'arriver si je tombe malade? Que va-t-il se passer si on me vole? Que va-t-il se passer si je suis tuée par un client? ... Je suis vraiment une bonne fille. J'aime juste faire ça sur le côté. Et ils ne parlaient pas de bonnes choses, ils ne faisaient qu'empirer les choses. Alors, quand je suis rentrée chez moi, je pleurais, et je me sentais comme, 'Oh mon Dieu, quelle mauvaise personne sale je suis'... J'aime ce que je fais. Je ne suis pas une mauvaise fille ... ils devraient vraiment être en mesure de comprendre comment nous pensons, et pourquoi nous pensons, et pourquoi nous existons. Pas pour nous repousser dehors, et (dire) 'vous êtes une mauvaise personne ». Je ne suis pas une mauvaise personne, j'ai juste besoin d'un peu d'aide”

Interview, 2010, travailleuse du sexe [escorte Internet]

Danger

En plus des difficultés avec la prestation de services, il y a des voix qui soulignent que d'autres problèmes dans le travail du sexe ont augmenté depuis que la loi de 1999 a été introduite. Les négociations sont de plus en plus pressées avec des clients agités et stressés qui ont peur d'être arrêtés ce qui empiète sur le temps disponible pour les travailleuses du sexe de rue pour négocier les transactions et pour faire le point sur les potentiels risques de la situation, ce qui aggrave le danger.

“vingt secondes, une minute, deux minutes, vous devez décider si vous montez dans la voiture de cette personne ... maintenant, je suppose que si je reste là, debout, et le gars, il va avoir vraiment peur de venir me chercher, et il fait signe de sa main «Viens ici, nous pouvons aller ici autour du coin, et faire l'arrangement », et ce serait beaucoup plus dangereux”

Interview, 2010, travailleuse du sexe [Internet; escorte; rue]

Une baisse de clients prêts à acheter des services sexuels en public suite à la sexköpslagen a exacerbé les pressions, augmenté la compétition et fait baisser les prix. Avec le travail sexuel de rue de moins en moins rentable, des répondants ont noté que des travailleuses du sexe volaient pour acheter de la drogue et de l'alcool précédemment financé par le travail du sexe. L'offre de sexe à risques est déclarée plus commune du fait de la compétition et de la pression financière du travail du sexe dans la rue exacerbée par sexköpslagen. Les récits des travailleuses du sexe offrant divers services sexuels à risque sont d'autant plus préoccupants compte tenu de l'échec de l'Unité de prostitution de Stockholm à fournir in situ des initiatives de réductions des risques aux travailleuses du sexe de la rue.

En plus de l'augmentation des difficultés dans le travail de rue, certains clients qui achètent des services sexuels en ligne sont plus réticents à donner aux travailleurSEs du sexe une information d'identification, craignant la détection de la police. Pour les travailleurSEs du sexe qui ont un besoin d'argent plus urgent, accepter ces clients intraquables les laisse d'autant plus vulnérables aux abus. Après avoir été forcée à prendre des clients anonymes après la sexköpslagen, une répondante avait perdu le compte du nombre de fois où elle avait été violée et agressée par des hommes qui étaient donc introuvables. Elle n'avait pas été violée dans le cadre de son travail sexuel avant 1999.

Il convient toutefois de noter que la loi peut également être utilisée pour menacer les clients qui se comportent mal d'une implication de la police. En outre, bien que le sexköpslagen peut avoir diminué les prix et crée une concurrence accrue dans le travail sexuel de rue, il est déclaré avoir au contraire poussé à la hausse les prix des escortes en intérieur. Une répondante a migré en Suède pour vendre des services sexuels, précisément pour cette raison.

“Juste parce que c'est illégal, et ça ne l'est pas tant que ça, de sorte que vous pouvez prendre un bon salaire, je reçois environ 3000 couronnes [environ 400 euros] pendant une heure, et c'est un bon salaire, je suppose, comparativement à (d'autres emplois)” Interview, 2009, Ancienne travailleuse du sexe [escorte; Internet; rue {une fois}]

“Ces lois anti-prostitution en Suède ... Je veux dire les prix, vous pouvez mettre même, le taux horaire est comme, je ne sais pas, deux ou trois fois plus de fois plus que le reste de l'Europe” Interview, 2010, travailleuse du sexe [Internet escorte]

Interférence autoritaire

Les difficultés ne sont pas seulement rencontrées au cours du travail sexuel lui-même. Les travailleuses du sexe déclarent perdre la garde de leurs enfants en raison du travail sexuel, faire l'expérience de tracasseries domestiques de la part de la police et des services sociaux (ainsi que de la violence et des abus policiers, qui peut être informée et / ou accompagnée par une paralysante «étiquette de victime», comme par le discours féministe radical qui informe la loi d'achat de services sexuels), avec des travailleuses du sexe interrogées notant en outre des difficultés avec les autorités fiscales et de l'immigration. Cela contredit notamment l'esprit du sexköpslagen dépeint comme une législation qui protège les travailleurSEs du sexe de la punition et de l'implication de l'État.

“Les policiers certainement n'interfèrent pas, je veux dire parce que la vente n'est pas criminalisée. Ce n'est pas le problème de la police, si vous voulez vendre c'est ok. Nous ne ciblons pas les femmes, ou les [redacted] personne dans la prostitution »
Entretien, 2010, la police [Rapporteur national pour la prostitution et la traite]

Contrairement aux affirmations que «la police n'interfère pas» avec les travailleurSEs du sexe, les policiers peuvent utiliser les lois sur le proxénétisme pour « interférer » avec les travailleurSEs du sexe directement. Là où il est illégal de fournir des locaux pour la prostitution, les propriétaires sont tenus d'expulser les travailleurSEs du sexe, ou font face eux-mêmes à des poursuites. La police appelle pour informer les propriétaires que leurs locataire(s) vendent du sexe, forçant ainsi l'expulsion. Les travailleuses du sexe travaillant ensemble pour leur sécurité, ainsi que toute personne qui cohabite avec une travailleuse du sexe, peuvent également être ciblées, poursuivie pour proxénétisme de l'une et de l'autre ou, respectivement, pour le partage des revenus de la prostitution. La police est par ailleurs connue pour signaler les travailleurSEs du sexe aux hôtels et lieux de travail, pour que les travailleurSEs du sexe soient empêchés de revenir. C'est en contraste avec l'affirmation selon laquelle la police «n'interfère pas» avec les travailleurSEs du sexe, les policiers ayant également harcelé des travailleurSEs du sexe directement à leur domicile. Une répondante a été visitée par la police à trois occasions, et a reçu des menaces de surveillance par la police et de la poursuite de ses clients.

Découragement à signaler les abus

Ainsi, en raison de difficultés avec les fournisseurs de services et les autorités, la majorité de mes répondants travailleurSEs du sexe étaient peu enclins à rechercher l'assistance sponsorisée par l'État, à la fois de la police et des services sociaux. Par ailleurs, le sexköpslagen peut agir comme élément dissuasif pour les acheteurs de sexe afin de signaler la suspicion de traite ou d'abus, de peur de confesser essentiellement un crime d'achat de services sexuels.

Un acheteur de services sexuels que j'ai interviewé a rappelé deux ou trois exemples où il n'avait pas contacté la police pour signaler des cas de traite, par crainte de conséquences juridiques. Il avait quitté les lieux sans avoir acheté de sexe, et avait tenté de tenir d'autres clients au courant de la situation via des forums en ligne.

« Puis (si je l'avais signalé à la police), ils m'auraient demandé comment je savais ça ... Je ne pense pas que je peux être pris pour cela, mais je serai encore dans un fichier quelque part, et puis si j'apparais encore quelque part en quelque sorte ... Je préfère éviter ça. J'ai mis un post à propos de ça sur les forums qui disait

«C'est de la traite» »

Interview 2011 client

Aucune baisse du travail sexuel

En plus de l'ensemble des conséquences négatives qui ont apparemment résulté de la sexköpslagen et de la toile de fonds justifiant cette loi, il n'y a aucune preuve convaincante que les niveaux globaux de prostitution ont diminué depuis 1999.

"Il est ... difficile de discerner une tendance claire de développement : est ce que l'ampleur de la prostitution a augmenté ou diminué"? Nous ne pouvons donner aucune réponse claire à cette question"
Le Conseil national de la santé et du bien-être 2008 : 63

"Être en mesure de dire combien de personnes sont engagées dans le commerce du sexe en fonction de cette définition de la loi d'achat de sexe, dans une période donnée de temps dans le pays dans son ensemble, bien sûr que c'est une espérance politique très fréquente, mais c'est absurde pour quiconque ayant une connaissance de base de méthodologie scientifique"
Interview 2010, conseiller principal en ce qui concerne la Prostitution
Le Conseil national de la santé et du bien être.

Certains, cependant, affirment qu'il y a eu une diminution globale des niveaux de prostitution. Il doit être souligné que ces affirmations, apparemment démontrant le succès de la sexköpslagen, sont apparemment dérivés des niveaux de travail sexuel de rue; si ceux-ci ont effectivement diminué après la loi, ils ne sont surtout pas représentatifs de la grande majorité de la prostitution suédoise, qui est hors rue (et certains répondants ayant une longue expérience de travail dans la rue sont en désaccord avec les affirmations d'une diminution à long terme du travail sexuel de rue). Par ailleurs, la baisse des niveaux de travail sexuel de rue semblent indiquer un déplacement du travail du sexe de l'espace public, des travailleursEs du sexe vers l'intérieur, par opposition à la rue, pour éviter une détection et la surveillance des autorités.

"Je pense que j'ai arrêté le travail là bas quand la loi est arrivée ... Je veux dire tout d'abord que vous étiez encore en mesure d'obtenir clients après (la loi). Mais vous deviez rester beaucoup plus longtemps." Interview 2010, une travailleuse du sexe [Internet; escorte, rue]

"Vous vous cachez sur l'Internet, ce n'est plus visible. Ce n'est pas visible. Allez sur Malmkillnadsgatan, où c'est l'endroit le plus célèbre. Il n'y a pas quelqu'un tous les soirs. Pas toutes les minutes il y a quelqu'un là-bas. Tandis que 24/7 il y a des gens sur le web. Il y a des gens partout, mais vous ne pouvez pas les voir. Tout est caché. Parce qu'on ne veut pas se faire attraper."
Interview, 2011, travailleuse du sexe [Internet escorte]

Que la baisse observée dans le travail sexuel de rue soit le résultat de la loi d'achat de services sexuels ou de l'accroissement de la popularité de l'utilisation d'Internet et des téléphones cellulaires après 1999 est discutable. Indépendamment, le mouvement du travail du sexe dans des espaces plus cachés est inquiétant, rendant la surveillance de la police, des services sociaux, la sensibilisation et l'assistance plus difficiles, et exacerbant les risques d'isolement.

Conclusions – Une loi exportable ?

Et donc, pour conclure, en dépit de l'absence de preuve démontrant que la loi contre l'achat de services sexuels ait réussi à réduire la prostitution, et malgré des impacts négatifs de la loi, la Suède tient posture internationalement. Le sexköpslagen est présenté comme ayant définitivement abordé les problèmes apparents de la prostitution, est préconisé comme un succès à l'exportation vers des pays comme l'Écosse.

“Je dirais que c'est l'un des objectifs de la loi que le gouvernement a rempli ... que la loi (sexköpslagen) doit être exportée à d'autres pays ... indépendamment du fait que la base de connaissances était si pauvre, Je veux dire les (savoirs) empiriques étaient très pauvres, très faible ... sur le commerce réel du sexe en Suède”

Interview 2010, conseiller principal en ce qui concerne la Prostitution
Le Conseil national de Santé et bien être social

En effet, comme l'a noté Inger Segelström, l'auteure de la loi:

“J'ai eu des contacts avec le gouvernement britannique aussi, et je pense que tôt ou tard ils auront une législation suédoise ... quand je rencontre des gens de partout dans le monde, Je dis «voilà comment nous avons résolu cela»

Interview 2010, Inger Segelström, auteure du SexköPSLAGen; politicienne - social-démocrate

La prétention de la Suède, et l'affirmation de Segelström, d'avoir «résolu» le problème apparent de la prostitution, devrait être contestée et considérée avec scepticisme, étant donné l'échec des lois abolitionnistes d'accomplir leurs objectifs déclarés, et compte tenu des conséquences négatives graves à la fois des discours et de la législation.

Je vous remercie.



STRASS
Syndicat du
Travail Sexuel

www.strass-syndicat.org

Traduction : Thierry Schaffauser

En mémoire de Petite Jasmine

1986 – 2013

<http://jasmineanddora.wordpress.com>